

<b>1971</b>	<b>Source :</b> <i>Mai</i> , N° 20 - 1971
-------------	--

## **INERTIE ET POUSSÉES**

### **(le mouvement ouvrier en 1968-1971)**

**Marcel Liebman**

Faisons un rêve.

Imaginons le mouvement ouvrier belge indépendant de la bourgeoisie, vigoureux et pourquoi pas ? marxiste. Il eût, dans cette radieuse hypothèse, développé une action de contestation et de lutte dont la lucidité et le radicalisme l'auraient mis à l'abri des fluctuations et des péripéties de la vie parlementaire. Sans excès d'égards pour les combinaisons gouvernementales, son combat eût pris pour cible le patronat et, à travers lui et au-delà de lui, le pouvoir capitaliste : en définitive, l'Etat lui-même.

Nous sommes évidemment loin de compte. La nature de l'exécutif et de la puissance étatique apparaissent mal à travers la confusion savamment entretenue des fonctions. Et sous le couvert de déclarations apaisantes, le gouvernement crée l'illusion d'une neutralité bienveillante que serviraient une administration impartiale et une technocratie compétente. Les organisations ouvrières sont victimes de cette mystification qui se traduit bien souvent par une dépendance étroite de la conjoncture politique. Selon que le cabinet est constitué ou non, en tout ou en partie, de « mandataires » des travailleurs, les partis et les syndicats qui en revendiquent la représentation manifestent plus de mordant ou plus de complaisance dans l'élaboration et la mise en oeuvre de leur tactique. C'est pourquoi il n'est pas sans intérêt d'examiner l'évolution du mouvement ouvrier au cours de la dernière législature. Quelques questions peuvent ainsi trouver des éléments de réponse : la présence au gouvernement de ministres socialistes a-t-elle eu pour effet de renforcer la tendance intégrationniste qui domine depuis longtemps le Parti socialiste (PSB) ? Cette même présence a-t-elle conduit les dirigeants syndicaux - en particulier ceux de la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) - à une attitude de prudence et de modération particulières qui expliquerait leur vive opposition aux grèves sauvages ? L'expérience de collaboration gouvernementale à laquelle le Parti

socialiste s'est une fois encore livrée<sup>1</sup>, ruinant les chances de l'« unité ouvrière », a-t-elle amené le Parti communiste (PCB) à radicaliser sa politique ? Ce sont là quelques thèmes d'une problématique politique très et trop classique à laquelle l'enlisement de l'« opposition extraparlamentaire » continue à donner un sens.

## **FGTB et gouvernement**

La gauche a toujours été convaincue que la collaboration ministérielle constituait un facteur de ralentissement de la lutte des classes. N'est-il pas inévitable, en effet, que celle-ci soit freinée par le rôle activement conciliateur des membres socialistes du gouvernement ? D'autant que, détenteurs depuis quelques temps des portefeuilles-clés de l'économie et du travail, ils sont plus que jamais en mesure de consolider la « paix sociale » dont ils sont comptables. Cette conviction repose sur des évidences et des précédents ; n'est-il pas clair que la direction de la FGTB s'efforce de ménager un gouvernement où siègent ses amis de l'Action commune ? Ces dispositions auraient au surplus leur symétrique dans l'attitude plus revendicative de la même FGTB lorsque le parti socialiste se morfond dans l'opposition.

L'évolution récente du système politique belge oblige à nuancer ce schéma en tout état de cause très simpliste. Il repose en effet sur deux postulats de plus en plus douteux : l'organisation syndicale socialiste ne collabore avec le pouvoir étatique qu'au niveau gouvernemental et que dans l'hypothèse d'une participation socialiste à un cabinet de coalition ; et, d'autre part, il suffirait que l'équipe ministérielle soit axée à droite et fasse, par exemple, une large place aux mandataires PLP<sup>2</sup> pour que le PSB et la FGTB renouent avec leur vocation oppositionnelle et favorisent une action revendicative et radicale de la classe ouvrière. Or, aucune de ces deux propositions ne peut être sérieusement défendue. Le mouvement syndical organise sa participation à la gestion économique et même politique dans les instances les plus diverses de l'Etat et de l'administration, tant et si bien que l'absence ou la présence de ministres socialistes ne parvient plus à entamer véritablement cette collaboration ; tout au plus entraîne-t-elle des modifications qui tiennent à la forme plus qu'au fond. Quant à l'opposition que mène le PSB lorsque les aléas électoraux le tiennent pour quelque temps éloigné des cabinets, on sait depuis longtemps qu'elle est tout au plus velléitaire et, plus souvent encore, purement verbale.

La nature du dialogue entre l'équipe Eyskens-Cools et la FGTB. semble avoir ici valeur de confirmation. Certes, il n'y a pas eu de heurts spectaculaires entre le

---

<sup>1</sup> Il s'agit des gouvernements de coalition social-chrétienne/socialiste Eyskens-Merlot/Cools (juin 1968-janvier 1973).

<sup>2</sup> Parti de la Liberté et du Progrès : nom pris par le parti libéral en octobre 1961, au moment de son élargissement à des personnalités chrétiennes conservatrices.

gouvernement et les syndicats socialistes et lorsque se sont produits certains frottements, une volonté de collaboration a réussi à aplanir un conflit latent comme ce fut le cas, par exemple, à propos du problème de l'index. Par contre, la direction syndicale, et singulièrement Georges Debunne, firent preuve de plus d'énergie lorsqu'ils réussirent à différer d'un an l'entrée en vigueur de la T.V.A. Il est douteux qu'à l'époque de Major, la FGTB se fût montrée plus revendicative et plus réticente même envers un gouvernement PSC-PLP. Ceci dit, il convient d'observer que les relations entre le syndicat « socialiste » et le gouvernement à participation socialiste ont été largement influencées par une double conjoncture : économiquement, l'expansion a permis une politique de facilité qui semble aujourd'hui arriver à son terme ; politiquement, la dernière législature a été dominée par les préoccupations constitutionnelles et communautaires et celles-ci ont souvent relégué à l'arrière-plan les autres problèmes. Il eût fallu aux syndicats un dynamisme qu'ils ne possèdent plus depuis longtemps pour ignorer ce type de priorités et imposer les leurs.

### **Parti et syndicat**

Mais si le régime politique belge implique l'institutionnalisation du dialogue Etat-Syndicats qui le rend moins dépendant de la nature du gouvernement et de la personne des ministres, d'autres facteurs jouent également dans le sens d'un assouplissement du lien traditionnel entre le PSB et la FGTB. Sans doute l'Action commune n'est pas officiellement remise en cause ; mais dans les faits, elle a subi un ébranlement dont nous trouvons une nouvelle preuve dans l'actualité électorale. Alors qu'une telle réserve eût été impensable il y a quelques années, l'organisation syndicale socialiste s'abstient actuellement d'approuver le programme du PSB et d'appeler ses affiliés à soutenir ce parti. Il y a trois ans, la régionale de Bruxelles savait innover en cette matière : à une faible majorité, elle avait décidé de ne pas proclamer son soutien à la campagne socialiste dans la capitale. Or, ce qui apparaissait à l'époque comme une petite révolution, une rupture, à tout le moins, avec une allégeance quasi traditionnelle et toujours organique, paraît aujourd'hui presque banal, encore que le refus syndical de s'engager ouvertement et à fond dans la lutte électorale se situe à présent à l'échelle nationale.

C'est un signe des temps et la confirmation d'un phénomène important qui a pris corps au cours de la dernière législature : un distanciellement assez sensible et, en tout cas, nouveau entre le parti socialiste belge et la FGTB. Un signe des temps mais incontestablement aussi une affaire de personnes. Le remplacement de Major par Debunne a, en effet, entraîné une distinction qui n'est pas seulement formelle entre la fonction politique et la fonction syndicale. Il s'agit de bien plus pourtant : la FGTB donne davantage l'impression de prendre du recul par rapport au parti socialiste et l'exemple qu'offre à ce propos la Confédération des syndicats chrétiens (CSC) n'est probablement

pas étranger à cette évolution. Voilà une organisation syndicale dynamique dont toutes les consultations sociales confirment le renforcement et dont les progrès représentent pour son concurrent un défi mais aussi un modèle. Or, le lien qui unit les syndicats chrétiens et le PSC, pour réel qu'il soit, surtout en Flandre, est de moins en moins contraignant, le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) constituant de ce point de vue une instance de médiation bien plus qu'une courroie de transmission. La tentation existe dès lors de suivre ce modèle, de relâcher des rapports trop étroits et de mettre un terme à l'identification pure et simple entre la FGTB et le parti socialiste. L'atténuation du réflexe anti-communiste joue d'ailleurs dans le même sens : depuis que les appareils syndicaux voient une menace dans un « gauchisme » mal défini plutôt que dans une « subversion communiste » à laquelle il n'est plus possible de croire, le PSB bénéficie de moins en moins d'un réflexe de peur et d'un besoin de protection. A quoi s'ajoutent les séquelles toujours actives des conflits communautaires qui donnèrent lieu autrefois à la fondation du Mouvement populaire wallon (MPW) et qui affaiblirent le sentiment d'allégeance envers des dirigeants socialistes manifestement dépassés.

Enfin et surtout, on ne peut séparer l'évolution qui se dessine dans la FGTB de celle que suit le parti socialiste lui-même car si la distance croît entre les deux organisations, c'est parce l'une et l'autre font un « bout de chemin » qui contribue à leur distinction et à leur éloignement mutuel.

En s'abandonnant à l'idéologie « moderniste » et purement démocrate que représente le courant Simonet, le PSB, consciemment ou non, justifie et renforce en effet ce phénomène de distanciation.

## **Feu la gauche socialiste**

Avant même le « congrès doctrinal » que devrait tenir vers la fin de l'année le Parti socialiste le doute n'est plus permis : c'est la tendance « révisionniste » qui domine totalement le PSB. Le bourgmestre d'Anderlecht y fait figure de seul penseur. Que ce monopole prouve moins ses mérites personnels que l'absence de toute concurrence sérieuse voilà qui est évident. Et le battage publicitaire fait autour de la personne de Simonet fait le reste. A côté de cet idéologue affectant le mépris des idéologies, les hommes d'appareil que sont Leburton et, pour la nouvelle génération, Guy Mathot, agissent dans le même sens. Ils ne visent en fait à rien d'autre qu'à la création d'un Parti démocrate rompant les liens politiques, sociologiques et économiques avec le monde ouvrier. Ce serait, en fait, la fin de la social-démocratie belge. Qu'un tel projet - ouvertement proclamé ou discrètement favorisé - s'accompagne d'un préjugé ou d'une hostilité anti-syndicale, la franchise parfois brutale d'Henri Simonet ne prend pas la peine de le dissimuler. S'étonnera-t-on si, de leur côté, certains dirigeants syndicaux en tirent les conséquences ?

On objectera que ce « révisionnisme » n'a rien de nouveau. Qu'il a, au contraire et depuis longtemps, établi ses quartiers au sein du PSB. Sans vouloir remonter aux origines du phénomène - car elles se confondent avec celle du Parti lui-même -, on se souviendra de l'offensive que mena il y a une douzaine d'années contre la charte de Quaregnon la tendance droitière des socialistes belges. Elle en dénonça le caractère anachronique, le radicalisme désuet et l'idéologie inutilement compromettante. Cette offensive avorta le Parti étant encore à l'époque en mesure de susciter des résistances à ce projet sacrilège. La gauche, qui avait son organe d'expression et s'appuyait sur une aile vigoureuse du mouvement syndical, se mobilisa pour défendre la « tradition socialiste » et la « fidélité doctrinale ». L'appareil dirigeant lui-même ne souhaitait pas que s'aggravent le malaise et les dissensions internes. Quant à la droite, elle se trouva affaiblie par la défaite électorale subie, en 1958, par Achille Van Acker. L'attaque des « modernistes » fut donc mise en échec.

Ce rappel du passé n'est pas sans rapport avec l'actualité. Ne permet-il pas par comparaison, de percevoir un phénomène dont la législature qui se termine a permis de mesurer l'ampleur : la crise du socialisme belge se traduit par la disparition en son sein d'un courant de gauche plus ou moins organisé et plus ou moins cohérent ? Si ce courant avait encore joui de quelque existence eût-il laissé, par exemple, sans réplique la politique désastreuse du ministre Vranckx ? Or, si ses projets suscitèrent dans le pays beaucoup de remous et pas mal d'opposition, ils reçurent l'aval d'un parti qui s'est toujours présenté comme le défenseur des libertés démocratiques. Si l'on excepte les « Jong Socialisten », rien ne révéla la moindre résistance au sein du PSB. Plus généralement, aucun des congrès réunis depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Eyskens-Cools n'a vu l'affrontement de deux courants pourtant ancrés dans la social-démocratie : celui des participationnistes et des anti-participationnistes. Les adversaires de la participation, qui s'étaient encore exprimés au lendemain des élections de 1968, se sont tus depuis. Le choix de Gaston Eyskens comme premier ministre et la politique qu'il a menée pendant trois ans comblent-ils à ce point leurs vœux ?

Une direction plus que jamais décidée à mener et à accentuer une idéologie gestionnaire n'ayant plus rien en commun avec l'objectif anti-capitaliste du socialisme ; une gauche à ce point atomisée qu'elle n'est plus en mesure d'offrir la moindre, résistance à cette entreprise : tel apparaît actuellement le parti socialiste. On notera en passant que la pulvérisation de son traditionnel courant de gauche tient, dans une large mesure, à l'attitude de l'organisation ouvrière liégeoise. C'est comme on le sait en son sein que la minorité radicale trouvait, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ses principaux renforts. Or, la régionale liégeoise de, la FGTB, héritière supposée du renardisme, entretient à présent avec la direction du parti socialiste des relations de plus en plus harmonieuses. La personne d'André Cools n'est naturellement pas étrangère à cette bonne entente. Ce n'est d'ailleurs pas son appartenance à la gauche socialiste

d'antan qui rassure les syndicalistes liégeois. Ayant abandonné leur impulsivité radicalisante, ils se contentent à présent d'allégeances ou d'affinités géographiques. Il leur suffit que le vice-premier ministre soit wallon et liégeois : le hasard de la naissance et quelques souvenirs communs tiennent lieu de ciment politique. Quant à la fédération liégeoise du PSB, sa courbe rentrante a précédé celle des syndicalistes ; elle ne se distingue plus guère, par son conformisme et sa docilité, du reste du Parti.

### **Des grèves sauvages au parti communiste**

Ne confondons pas les causes et les conséquences ; l'évolution et l'affaiblissement du mouvement ouvrier liégeois sont eux-mêmes la résultante d'un phénomène plus général : l'affaiblissement du syndicalisme socialiste et donc du socialisme lui-même, surtout dans la partie wallonne du pays. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser une crise que les événements des dernières années n'ont fait que confirmer. Le déclin de la Wallonie n'est pas enrayé ; la région liégeoise, en particulier, continue à souffrir d'un chômage endémique. Mais les organisations de travailleurs restent sans réactions et paraissent s'être installées dans une situation contre laquelle elles devraient se dresser avec énergie.

Cette énergie, qui en un domaine aussi important, fait cruellement défaut, ne la voit-on pas ressurgir ailleurs et prendre pour cible non pas le pouvoir patronal, mais le « péril gauchiste » que les nombreuses grèves sauvages de ces dernières années paraissent avoir révélé ? Car la législature Eyskens-Cools a correspondu avec une exacerbation des conflits sociaux, indépendante sans doute du hasard des combinaisons gouvernementales, puisque aussi bien les grèves sauvages ont secoué la torpeur des organisations syndicales dans la plupart des pays occidentaux. On trouvera dans cette fermeté, parfois répressive et toujours conservatrice, des syndicats à l'égard des travailleurs les plus revendicatifs une autre preuve de la crise que traverse la gauche. Incapable d'organiser elle-même l'opposition au capitalisme, elle se raidit chaque fois que surgit, de la classe ouvrière elle-même, une contestation vigoureuse du pouvoir patronal. Sont alors mises en cause l'impulsivité anarchique des grévistes et les entreprises de subversion de groupuscules gauchistes qui ont au moins eu le mérite de secouer la quiétude - mais non le conservatisme - des appareils. Que l'on songe aux événements du Limbourg. A la grève et à l'occupation de l'usine Michelin aussi, où la répression patronale a pu s'exercer avec la complicité et même la collaboration de responsables syndicaux.

Parlera-t-on dès lors de tournant à droite de la FGTB ? Ce serait ignorer l'aspect positif de son dernier congrès. A son origine se trouvent des efforts intégrationnistes qui s'appuyaient sur l'offensive doctrinale d'Henri Janne et de Guy Spitaels. Leurs textes d'orientation constituaient, au départ, la charte doctrinale du congrès. Mais la contre-

offensive a, pour une fois, été efficace et la FGTB s'est trouvée contrainte d'affirmer des fidélités socialistes qui n'entraient certainement pas dans les intentions de sa direction. L'ambiguïté et l'équivoque sont ici permanentes, lourdes de dangers, mais riches aussi de possibilités, si l'on s'employait avec quelque énergie à exploiter ces contradictions.

Il faut avoir à l'esprit l'ensemble de ces données si l'on veut dégager les grandes lignes de ce que fut, au cours des dernières années, l'attitude du parti communiste. Il est victime d'une crise qui est celle de toute la gauche belge. Plus encore que le parti socialiste, il souffre de l'apathie du mouvement ouvrier parce que, sans assises institutionnelles, il ne peut, en fait, se nourrir que de la pression ouvrière. La torpeur des organisations politiques et syndicales gagne, au contraire, inévitablement le PC et sa propre léthargie entretient et accentue les forces de résignation et d'inertie. Ce n'est pas que les communistes n'aient pas tenté de réagir. Bien au contraire : ils ont infléchi des positions modérées que leur inspirait la soif d'unité et le désir de « réalisme ». Alors qu'ils avaient multiplié les avances en direction du parti socialiste dont ils espéraient devenir les partenaires au sein d'un rassemblement progressiste, ils paraissent aujourd'hui revenus de ces illusions. Leur phobie de l'isolement les avait également conduits à se démarquer le moins possible des directions syndicales au risque de sombrer dans un suivisme que dénonçaient certains de leurs militants.

Ils sont aujourd'hui plus critiques et plus fermes. Cette évolution n'est pas sans rapport avec les remous qu'a produits dans le PCB l'affaire tchécoslovaque. Des velléités d'indépendance et de renouveau ont fait long feu ; le reflux a pris la forme d'un repli sur soi-même, d'un patriotisme de parti et d'une agressivité tournée à la fois contre la droite socialiste et contre les gauchistes voués, plus encore que de coutume, aux foudres de l'anathème.

C'est un fait que le parti communiste n'a pu profiter de l'atmosphère générale de mécontentement et de contestation, si perceptible au niveau de la jeunesse, pas plus qu'il n'a bénéficié du regain des luttes spontanées engagées en tant d'occasions par des masses importantes de travailleurs. Seule force politique organisée d'opposition au capitalisme, sa stagnation qu'attestent un malaise interne et des revers électoraux est une illustration supplémentaire des carences de la gauche. Quel contraste entre cette anémie grandissante et le potentiel d'énergie, les ressources de combativité et les élans de colère et d'enthousiasme qui, chroniquement, éclatent, dans les usines et entretiennent les inquiétudes de la bourgeoisie !